

Imaginer l'entreprise convivialiste

Thomas Coutrot

Il n'est pas besoin ici de rappeler que le capitalisme entraîne la biosphère dans une trajectoire insoutenable à moyen terme (10 à 30 ans). Les émissions de gaz à effet de serre n'ont temporairement cessé d'augmenter que « grâce » à la Covid-19 et les pays riches n'ont légèrement réduit les leurs depuis 20 ans qu'en délocalisant leur production industrielle en Asie. L'élevage et l'agriculture industrielles détruisent les sols et provoquent des pandémies de zoonoses. La concentration des richesses (26 individus possèdent autant que les 4 milliards les plus pauvres) aggrave la concentration des pouvoirs économiques et politiques aux mains d'une élite technophile qui mise sur l'innovation et la science pour verdir la croissance. La crise sanitaire, qui a encore renforcé le capitalisme numérique et les inégalités sociales, ne fait que confirmer ces perspectives.

Concentration des richesses et destruction écologique trouvent leurs racines dans le même dispositif socio-économique : l'articulation entre la grande entreprise capitaliste focalisée sur le retour pour l'actionnaire et les marchés financiers qui imposent leur discipline. Les mésaventures actuelles de Danone, parangon de « l'entreprise à mission » (« la santé par l'alimentation ») mais contrainte par ses actionnaires de supprimer des milliers d'emploi pour ramener sa marge opérationnelle à 20%, en sont une récente illustration. Certes, 1) de nombreuses alternatives existent et se développent partout dans le monde, sous l'impulsion d'une société civile créative. Mais 2) elles n'ont qu'un effet marginal sur la trajectoire du capitalisme et 3) leur changement d'échelle ne peut venir que de bouleversements institutionnels majeurs rompant avec les lois fondamentales du capitalisme.

LES ALTERNATIVES ÉCO-SOLIDAIRES : EFFICACES, DYNAMIQUES MAIS MARGINALES

D'innombrables enquêtes le montrent : la révolution numérique, loin d'améliorer la qualité et l'épanouissement au travail, est utilisée pour standardiser les tâches, contrôler l'activité et la subordonner à la « gouvernance par les nombres » au service de la finance. Face à un travail qui au mieux perd tout sens, au pire détruit la planète, un nombre croissant de travailleurs s'investissent dans des expériences, parfois de grande ampleur, qui montrent comment on peut concilier l'efficacité économique (l'usage parcimonieux des ressources) avec l'écologie et la démocratie. L'agriculture paysanne et la permaculture atteignent des rendements remarquables avec un usage intensif de main-d'oeuvre et de savoirs, et une très faible empreinte écologique. Des coopératives citoyennes développent des sources d'énergie renouvelable décentralisées et à taille humaine. Des collectifs de travail reprennent ou créent des entreprises industrielles ou de services sous la forme de Scic ou de Scoop qui combinent finalités économiques, écologiques et démocratiques. Des coopératives d'emploi et d'activité fédèrent des milliers de travailleurs indépendants (*freelance*, auto-entrepreneurs) pour leur offrir les protections du salariat et des opportunités de travail collaboratif. Des plateformes de financement participatif drainent l'épargne du public vers des projets éco-solidaires. Le 20^e anniversaire de Wikipédia rappelle que la prise de pouvoir des GAFAM sur le Web n'est ni fatale, ni irréversible, et des milliers de projets collaboratifs et *open source* continuent à y prospérer.

Il n'y a guère de domaines – hormis sans doute l'industrie nucléaire et d'armements – où des alternatives éco-solidaires n'aient fait la preuve de leur viabilité, même dans l'environnement hostile d'aujourd'hui. Pourtant elles ne pèsent encore que fort peu : rien ne sert de se réjouir du fait que l'économie sociale et solidaire représente 10% du PIB en France si c'est surtout grâce aux grandes banques et assurances mutualistes et aux coopératives agricoles ou commerciales, dont les comportements ne se différencient guère de leurs homologues à but officiellement lucratif. Malgré leur rythme élevé actuel de croissance, le poids des initiatives vraiment éco-solidaires est aujourd'hui si faible qu'il faudrait des décennies – que nous n'avons pas – pour qu'elles commencent à peser significativement sur la trajectoire globale du système.

En attendant, l'économie globale poursuit sa trajectoire insoutenable comme si de rien n'était : malgré l'accord de Paris, les émissions de CO2 ont continué à croître de près de 2% par an entre 2017 et 2019, n'ont chuté en 2020 que grâce à la Covid-19 et s'apprentent à repartir en flèche avec une relance aveugle. Les faibles réductions d'émissions des pays de l'OCDE depuis 20 ans s'expliquent par la délocalisation des industries vers l'Asie.

Certes, les grandes entreprises, sous pression des opinions publiques et pour attirer des jeunes diplômés de plus en plus exigeants concernant la qualité environnementale de leur travail, affichent une volonté, parfois suivie d'effets, de verdir leur activité et de réduire leur empreinte carbone. L'agro-industrie développe des produits bios, mais avec des modes de production tout aussi délétères, comme en Andalousie. Google, Facebook et Apple développent leurs sources autonomes d'énergie renouvelable pour alimenter leurs gigantesques *data centers* mais leur activité-même repose sur l'obsolescence programmée et le consumérisme le plus effréné. Les constructeurs automobiles visent le 100% électrique mais la production des batteries est un désastre écologique. La 5G est un peu plus économe en énergie par *megabyte* transféré mais elle pourrait multiplier par 10 le volume de données sur le Web.

Il faut se rendre à l'évidence : les objectifs de réductions d'émissions fixés par le GIEC ne seront pas tenus. Le recours à la géo-ingénierie, qui prétend remédier aux conséquences sans toucher les causes, pourrait progressivement s'imposer au nom de la nécessité d'éviter des catastrophes pires encore. Séquestration et enfouissement du carbone, injection d'aérosols soufrés dans l'atmosphère, ensemencement des océans par des milliards de tonnes de fer, les apprentis-sorciers du productivisme ne manquent pas d'idées... ni de multinationales prêtes à les mettre en œuvre.

Le capitalisme est un système où les décisions d'investissement sont prises par des firmes en lutte pour la survie, contraintes par conséquent de maximiser le retour sur ces investissements indépendamment de leurs effets concrets sur le monde. La concurrence oblige à créer sans cesse de nouveaux produits et de nouveaux besoins, quelles que soient les bonnes intentions, parfois réelles, ou les réglementations même audacieuses. « L'effet rebond » qui annihile l'impact des technologies propres sur les émissions de CO2 est intrinsèquement lié à la dynamique profonde du capitalisme. En outre la concentration croissante du capital – une des seules prévisions jamais démentie de Marx – induit une concentration du pouvoir politique dans les mains d'une oligarchie qui nous montre déjà, même en France, avec quelle facilité elle est prête à restreindre ou éliminer les libertés politiques si sa domination est en jeu.

Prendre au sérieux les menaces écologiques, avancer vers une société convivialiste régie par la liberté, l'égalité, la fraternité non seulement entre humains mais avec le vivant, nous oblige à réfléchir à d'autres logiques de choix des investissements. Non en étatisant tout, ni en supprimant les marchés – qui ont précédé et survivront évidemment au capitalisme et demeurent une condition importante de la liberté – mais en redessinant la gouvernance des entreprises afin de cantonner l'objectif du profit à un rôle secondaire et instrumental.

PENSER L'ENTREPRISE COMME UN COMMUN PRODUCTIF

Pour le dire d'une phrase, il s'agit donc de placer l'objectif du « prendre soin » – de la santé, de la nature et de la démocratie – au cœur des décisions sur quoi et comment produire. Toutes les propositions sur le revenu d'existence et la protection sociale, la fiscalité, la monnaie et la dette, la régulation des échanges internationaux, etc. n'ont pas de sens si la logique du profit maximum continue à déterminer les choix d'investissements.

L'État doit bien sûr développer et démocratiser les services publics (santé, éducation, logement...) et la monnaie (Banques centrales remises sous contrôle politique). Mais il n'a pas vocation à diriger l'ensemble des entreprises. La démocratie industrielle classique (connue depuis les années 1970 sous le nom d'autogestion) n'est pas non plus adaptée aux défis d'aujourd'hui car elle fait des seuls travailleurs les maîtres du destin de leur entreprise ; or, sauf dans les PME, elles et ils ne sont jamais les seuls affectés par son activité. Le modèle adéquat est celui des communs : toutes les parties-prenantes directement concernées par une activité productive doivent pouvoir définir ensemble les finalités et les modes opératoires de cette activité. La démocratie écosolidaire doit inclure dans la gouvernance les investisseurs de long terme et les salarié.es mais aussi les collectivités publiques, les clients / usagers, les associations de riverains et de défense de l'environnement... Le modèle de la SCIC (société coopérative d'intérêt collectif) est tout à fait adéquat à cet égard.

Il ne s'agit donc pas de nationaliser ou d'étatiser mais de socialiser les entreprises, c'est-à-dire de les placer sous le contrôle de la délibération collective entre parties-prenantes. Il s'agit également de repenser complètement les modalités de la division et de la coordination du travail : au lieu du « *command and control* » caractéristique de l'entreprise capitaliste, on connaît maintenant des modes d'organisation du travail non hiérarchiques, comme par exemple la sociocratie ou l'holocratie, qui reposent sur une articulation soignée entre

cohérence d'ensemble et large autonomie des collectifs de travail et des individus. Les récentes innovations en matière d'organisation collaborative (vulgarisées et parfois trahies sous le vocable de « l'entreprise libérée ») instituent des boucles de contrôle réciproque entre les divers niveaux d'organisation de l'entreprise, qui permettent de penser et de concrétiser une véritable participation de toutes et tous aux décisions qui les concernent, même dans des structures de grande taille, sans sacrifier l'efficacité dans la recherche des objectifs communs. Ces objectifs, eux-mêmes choisis par la délibération, ne seront pas le retour sur investissement mais une diversité de critères liés à l'utilité sociale des productions et à leur impact sur la cohésion sociale et la nature dont il s'agit de prendre soin.

Bien sûr, ceci suppose qu'interviennent des bouleversements institutionnels majeurs à la suite des graves crises économiques, écologiques et politiques que nous voyons devant nous. Dans l'immédiat, on peut promouvoir des changements moins radicaux allant néanmoins dans la direction de la socialisation, comme par exemple l'institution d'un droit à la codétermination des décisions majeures en matière d'investissement et d'emploi, et l'inclusion des parties-prenantes extérieures dans les organes de délibération (conseils d'administration et/ou instances représentatives du personnel).

Instituer l'entreprise comme un commun productif suppose aussi, bien sûr, de repenser la propriété des moyens de production, soit en dissociant l'*usus*, le *fructus* et l'*abusus* (un actionnaire pourra toucher des dividendes sans disposer du pouvoir exclusif de décision), soit en abolissant leur propriété lucrative (en finançant les entreprises exclusivement par le crédit, lui-même socialisé). Il importe également de déconcentrer le tissu productif (sauf monopoles naturels comme le rail ou le réseau électrique), de façon à redonner une dimension conviviale aux collectifs de travail.

Enfin, les décisions des entreprises socialisées devront s'insérer dans un cadre plus global de planification socio-écologique qui assure la décroissance macroéconomique au rythme, nécessaire, des consommations d'énergie et de matières ainsi que la réduction des inégalités. Le plan n'est pas incompatible avec les marchés mais lui seul peut les encadrer pour garantir le respect des limites de la planète.

CONCLUSION

Le mouvement écologiste, en pleine ascension avant la pandémie et qui repartira certainement de plus belle après, est bien sûr une force sociale majeure dans la transition nécessaire. Mais il s'est fort peu intéressé aux formes du travail et de l'entreprise qui permettraient une réelle transition. Il soutient les initiatives éco-solidaires, le revenu universel et les régulations publiques mais n'est pas porteur de propositions institutionnelles fortes pour libérer le travail vivant de l'emprise du travail mort et lui permettre de prendre soin du monde. Il fait trop souvent comme si la régulation publique pourrait suffire à imposer aux multinationales d'être socialement et écologiquement responsables, sans toucher à la logique profonde de l'accumulation capitaliste. Les récentes convergences entre le mouvement écologiste et le mouvement syndical, notamment dans le collectif « Plus jamais ça » où se retrouvent la CGT, Solidaires, la FSU, la Confédération paysanne, Attac, Greenpeace, Oxfam..., sont une opportunité inédite pour avancer sur ces questions et lever ainsi un obstacle important à une transformation sociale radicale telle que l'envisage le convivialisme : la résignation à la rationalité économique capitaliste comme seule rationalité globale possible.